

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de concession EDF/ERDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 27 juin 2006, la Ville de Montpellier et EDF ont conclu, pour une durée de 15 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique et pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés.

Depuis la signature de cette Convention et la création de la société ERDF en 2008, les obligations de ce contrat de concession signé avec la Ville de Montpellier relèvent de la responsabilité :

- d'ERDF pour toutes les obligations relevant de la distribution d'électricité (exploitation et développement du réseau)
- d'EDF pour toutes les obligations relevant de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

L'article 32 C du cahier des charges annexé à la convention de concession conclue le 27 juin 2006 impose aux concessionnaires co-contractants, EDF et ERDF, de présenter chaque année à la Ville de Montpellier, dans le délai de six mois suivant l'exercice considéré, un compte rendu d'activité exhaustif correspondant à la mission qui lui a été concédée par la Ville appelé ci-après Compte-Rendu Annuel de la Concession ou « CRAC ».

Cette obligation s'inscrit dans le cadre plus général de l'article L. 2224-31, I, du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que « chaque organisme de distribution d'électricité et de gaz tient à la disposition de chacune des autorités concédantes dont il dépend les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celles-ci » et que chacun de ces organismes « communique chaque année, notamment, la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés ».

L'article L. 2224-31, I, dudit Code a de plus été largement consacré par la jurisprudence récente comme garantissant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité le droit de disposer de toutes informations utiles pour un exercice efficace de leur pouvoir de contrôle de leur concessionnaire (voir Conseil d'Etat, 21 décembre 2012, Commune de Douai, et CAA Paris, 25 mars 2013, SIPPEREC), conduisant le juge à faire une lecture utile des dispositions contractuelles issues des contrats de concession de distribution d'électricité.

Dans ce contexte, suite à la communication à la Ville du CRAC relatif à l'exercice 2012, cette dernière a adressé le 21 octobre 2013 un courrier précisant les données complémentaires à communiquer à la Ville pour disposer d'un compte-rendu exhaustif de la mission concédée. La Ville relevait notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

La Ville a par la suite adressé un courrier à ERDF daté du 10 avril 2014 et EDF daté du 10 avril 2014 pour leur demander de communiquer les éléments suivants, nécessaires à la Ville pour connaître la situation économique de la mission concédée :

- **le compte de résultat détaillé**, à la maille de la concession, pour 2012, présentant les recettes, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;
- une présentation permettant d'avoir une connaissance des **répartitions inter-concessions** pour 2012 ;
- **le détail des recettes** pour 2012 à la maille de la concession et notamment les recettes provenant des usagers par tarif ;
- **le détail des charges** d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles pour 2012.

Malgré quelques avancées, les nombreux échanges avec la ville n'ont pas permis, à ce jour, l'obtention de tous ces éléments.

Le CRAC 2013 remis en juin 2014 par les concessionnaires ne répond que partiellement à ces demandes. La liste des éléments manquants est annexée à la présente délibération. La Ville relève pour l'exercice 2013 notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

Vu :

- l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 décembre 2013 rejetant le pourvoi en cassation d'ERDF et en cela confirmant la décision de la Cour Administrative d'appel de Paris reconnaissant le droit de solliciter des concessionnaires la communication de compte de résultat à la maille de la concession,
- l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 décembre 2012 (commune de Douai, n°341788) reconnaissant le droit de la Ville, autorité concédante pour la distribution d'énergie, en application de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales, que lui soit communiqué par son concessionnaire, « à sa demande, toutes informations utiles, notamment un inventaire précis des ouvrages de la concession »,
- le contrat de concession signé en 2006 pour 15 ans avec EDF pour la mission concédée de vente au tarif réglementé (TRV) et ERDF, filiale d'EDF, pour la mission de gestion du réseau de distribution d'électricité, et notamment l'article 32.

Considérant :

- L'absence de communication d'informations et de données demandées par la ville dans le compte rendu annuel de la concession (cf. annexe) et, notamment, les éléments techniques, comptables et financiers à la maille de la concession dont un compte de résultat détaillé à la maille de la concession, pour chacune des activités de la mission concédée, empêchant la ville de connaître la situation économique réelle de la concession et d'apprécier les conditions financières, pour la Ville, à terme de la concession.
- L'absence de communication d'un programme d'investissement et de renouvellement des ouvrages pluriannuel, localisé et chiffré, permettant une appréciation du vieillissement des réseaux, des risques de coupures, et de pannes majeures d'alimentation.
- Les courriers échangés entre la Ville de Montpellier et les concessionnaires EDF et ERDF,

La Ville de Montpellier, autorité concédante pour la distribution d'énergie électrique demande :

- La transmission des éléments demandés par courrier et non transmis à ce jour et visés à l'annexe de la présente délibération, de manière à pouvoir exercer son devoir et son pouvoir de contrôle et à acquérir une connaissance complète de la situation économique et technique de la concession.
- La transmission d'un programme de renouvellement des ouvrages concédés, pluriannuel, localisé, chiffré jusqu'au terme du contrat de concession en cours.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes, representing the name Philippe SAUREL.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014